

GEOGRAPHIE THEME III : DYNAMIQUES GEOGRAPHIQUES DES GRANDES AIRES CONTINENTALES

TS

Dynamiques géographiques du continent américain L'Amérique, puissance du Nord, affirmation du Sud



LE CONTINENT AMERICAIN : ENTRE TENSIONS ET INTEGRATIONS REGIONALES

(p. 290 à 301 + cahier bac p. 324)

L'ensemble continental américain constitue un espace de **42 millions de km²**, 2^e continent après l'Asie, de 15 000 km du N au S, avec une quarantaine d'États relativement récents et une population de près d'1 milliard d'habitants. Or ce continent est marqué par une très grande diversité, sur tous les plans, notamment économique et politique. Par ex, les écarts entre les pays les + riches et les + pauvres sont extrêmes. Le continent est toujours traversé par une **fracture Nord-Sud**, qui passe entre les États-Unis et le Mexique (qui est situé en Amérique du Nord) : États-Unis et Canada ont les niveaux de développement les plus élevés (IDH > 0,85) ; la pauvreté et le mal-développement existent encore dans les parties centrale, Sud et « caribéenne » du continent. Ex. de la Bolivie, pays enclavé au niveau de développement encore faible, et de Haïti, État caribéen parmi les plus pauvres du monde. => Hégémonie économique mais aussi politique des États-Unis, seule superpuissance, sur le continent.

=> Il existe en effet à l'échelle du continent, une **logique d'organisation centre-périphérie**. Centre économique, politique : États-Unis. Autres espaces : périphéries plus ou moins bien connectées au centre. (A priori, cette discontinuité socio-économique devrait organiser les flux migratoires et les flux de capitaux).

Au XIX^e s et au XX^e siècle jusqu'à la fin de la GF, les États-Unis, en vertu de la **doctrine Monroe** et de **la Big Stick Policy**, (politique du gros bâton de T. Roosevelt) ont considéré le reste du continent comme leur *chasse gardée* (voir cours d'histoire sur les États-Unis et le monde). Aujourd'hui la domination politique des États-Unis sur le reste du continent est moins forte mais continue à exister par :

- Le contrôle maritime
- Le fait que les États-Unis imposent par exemple des politiques de lutte contre le trafic de drogue et contre l'immigration illégale aux pays du Sud – (avec appui financier) aux « partenaires ».

En plus des écarts entre les pays, les inégalités à l'intérieur même de ces pays sont criantes, générant de nombreuses **tensions**, économiques et sociales, entretenues par un contexte géopolitique particulier, dominé par les EU. Ainsi, les différents États, soucieux de mettre en place un développement durable qui limiterait les inégalités de façon à faciliter l'essor du continent, cherchent à mettre en place des dynamiques d'intégration régionale.

L'Intégration régionale : c'est un processus de rapprochement et d'harmonisation économique et parfois politique d'États proches géographiquement.

C'est sur ce continent que l'on constate l'existence du **plus grand nombre d'organisations régionales**. Comment expliquer leur nombre ? Sont-elles efficaces ? Ces organisations régionales visent à la fois à profiter du dynamisme états-unien, mais aussi à le limiter/le concurrencer.

Problématique : les initiatives d'intégrations régionales reflètent-elles ou résorbent-elles les tensions qui affectent le continent américain ?

I. Une intégration fonctionnelle : un continent structuré par des flux

L'intégration fonctionnelle du continent (processus qui fait que le continent fonctionne comme un tout, ce qui donne une unité, une cohérence au continent) est permise par des flux de différentes natures : flux de personnes, de marchandises, de capitaux, Sud-Nord et Nord-Sud

A. L'importance des flux migratoires

Ils témoignent de l'importance des contacts dans cet ensemble. Ils sont très importants d'un point de vue quantitatif, notamment de l'Amérique latine vers les EU et le Canada.

Aujourd'hui, les Etats-Unis sont la **première terre d'accueil pour les nouveaux immigrants** : 52% viennent d'Amérique latine, 26% d'Asie. Aujourd'hui entre les légaux et illégaux, les EU reçoivent depuis le début des années 1980 près de 1M d'immigrés par an. Depuis les années 1960 les entrées légales sont nombreuses : **700000/an** = la moitié des entrées de toute la planète, mais l'immigration est surtout choisie : phénomène de **brain drain** = « drainage des cerveaux » : départ vers les Etats-Unis d'élites scientifiques et intellectuelles d'autres pays. Les besoins de main-d'œuvre sont réels et les flux autorisés ne suffisant pas, les entreprises utilisent souvent les services d'immigrants clandestins, tout particulièrement dans les Etats fédérés du sud. Parallèlement, les lois sur la sécurité sont renforcées depuis 2001 : nouvelles procédures : photographies et empreintes digitales. Exemple : la Migration des latinos aux EU qui peut être qualifiée de fulgurante : ils sont devenus la première minorité du pays en dépassant les afro-américains ; croissance de plus de 58% entre 1990 et 2000, par immigration ou accroissement naturel = taux de croissance 4 fois plus rapide que la moyenne nationale. 50,6M de latinos aux EU, 16% de la population totale. Mexicains 63%, Portoricains 9,2%, Cubains 3,5%. Les zones historiques de concentration sont dans le Sud du pays, du Texas à la Californie, en Floride (Miami) + dans et autour de NY. Pour la droite conservatrice aux EU la croissance démographique représente un danger, celui de la remise en cause de la suprématie de la population **Wasp** (voir texte de Samuel Huntington), et de « **l'américan way of life** ». Pourtant, depuis la **crise des subprimes**, on observe un ralentissement des flux migratoires vers les EU (La crise a touché des secteurs particulièrement marqués par l'immigration latino, notamment le bâtiment.

Signalons aussi des flux internes en Amérique du Sud : vers l'Argentine, le Brésil, le Chili principalement.

*Ex. d'Haïti et des migrations intracaribéennes et extracaribéennes des Haïtiens (donc exemple qui peut être utilisé aussi sur le chapitre précédent). Haïti : indicateurs de développement parmi les plus faibles de la région = IDH de **0,454** soit 158^e pays du monde sur 187, RNB/hab d'environ 1100 \$/ an, 62 ans d'espérance de vie et 5 ans de durée moyenne de scolarisation. Histoire marquée, depuis le XIXe siècle, par succession de dictatures et de coups d'État ; cette instabilité politique est un frein au développement. État défaillant, activité agricole dominante, plaque tournante du trafic de drogue, et absence de gestion des risques naturels (séismes cf 2010, ouragans cf 2012.). Cette situation est à l'origine du déficit migratoire d'Haïti. Certains Haïtiens effectuent des migrations internes à l'espace caraïbe, comme ceux employés comme travailleurs agricoles (**braceros**) dans les plantations de canne à sucre de la République dominicaine. On estime à **2 millions** le nombre d'Haïtiens dans le monde (= diaspora), pour une population de 10 millions d'habitants à Haïti : **600 000 à 800 000 en République dominicaine** (État limitrophe sur la même île), 40 000 à 60 000 aux Bahamas, **15 000 en Guyane**, **15 000 Guadeloupe**, 15 000 à Saint-Martin, 10 000 en Jamaïque, 1000 au Venezuela, 1000 à Cuba... Hors de la Caraïbe, on les trouve aux États-Unis (800 000), au Canada (150 000), en France et dans les autres pays européens (60 000).*

Ces flux migratoires illustrent des solidarités multiples. L'importance en retour des **remises migratoires (ou transfert de devises)** : Exemple entre le Mexique et les EU. En 2007 l'Amérique latine aurait reçu environ 60 milliards de dollars, c'est plus que le total combiné des IDE et de l'aide étrangère des EU dans la région ! Ces transferts ont cru de 19% / an en moyenne entre 2000 et 2006. Exemple du **Mexique** : Le transfert d'argent atteint des **niveaux records** et stimule la croissance. Le montant des '**remesas**' s'élevait à **3,6 milliards de dollars en 1995** et atteint **20 milliards en 2005**. Les effets de ces flux d'argent sont visibles par, notamment, la modification ponctuellement de certains villages : exemple de Pancho Villa dans le Michoacan : passage des maisons en adobe aux briques + baies vitrées, portails électriques, véranda. Les remises migratoires représentent encore plus de 30% du PIB en Haïti par exemple.

Ces flux migratoires ont pour conséquences : le fort brassage culturel, le **cosmopolitisme** des villes. L'Usage de l'espagnol dans le Sud des EU mais aussi à NY et à Chicago. Utilisation aussi du **Portugno** : langage hybride empruntant au portugais et à l'espagnol. Fêtes : Exemple du festival **Caribana** à Toronto : festival annuel qui dure deux semaines et qui accueille plus d'un million de personnes par an et a pour but de célébrer la culture des Caraïbes.

Ne pas oublier aussi les flux touristiques : Les flux touristiques sont principalement intra-américains : + de 80% des touristes au Costa-Rica, environ 80% en Argentine, + de 70% au Pérou. Ces flux touristiques sont principalement de direction Nord/ Sud.

B. Des flux commerciaux et financiers importants mais dissymétriques

- Les échanges commerciaux sont massifs, notamment en ce qui concerne les matières premières. Le Canada, les EU et le Brésil sont parmi les premiers producteurs mondiaux ; les EU sont aussi le premier importateur mondial de matières premières. L'énergie forme un enjeu majeur de l'intégration en Amérique : continent riche en ressources mais des disponibilités très inégales. Actuellement le Nord apparaît comme un « **ogre énergétique** » tandis que le Sud tente d'organiser son approvisionnement. Le rôle prédominant des EU apparaît nettement : principaux partenaires commerciaux des Etats-Unis = autres pays du continent américain, logique de proximité, dans le cadre de l'ALENA.
- Flux financiers : IDE + aide publique au développement : (docs)

8 Répartition en % du total des IDE des États-Unis en Amérique latine

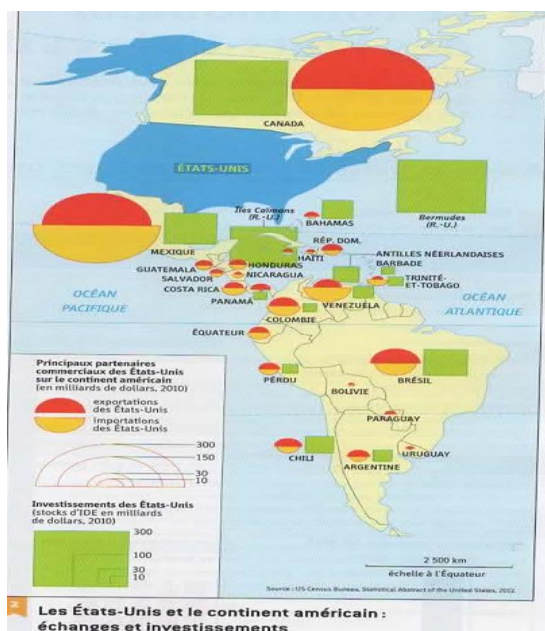
| Destination des IDE | 1990 | 2007 |
|----------------------------|------|------|
| Amérique du Sud | 32,1 | 19,8 |
| Amérique centrale | 28,5 | 22,1 |
| dont Mexique | 14,4 | 19,4 |
| Autres | 39,3 | 58,1 |
| dont Antilles britanniques | 8,3 | 19,2 |

Martine Azuelos, », Revue LISA [www.lisa.revues.org], vol VIII- n°1, 2011.

Les IDE et les échanges commerciaux : quelles évolutions ? Quelles grandes lignes ? le doc illustre le poids des EU. Baisse de la part de l'Am Sud, hausse du bassin des Caraïbes, hausse du Mexique avec la mise en place de l'ALENA. Les échanges commerciaux ont plus que triplé depuis la mise en place de l'ALENA mais l'intégration du continent américain est très centrée sur les Etats-Unis : ils attirent 75% des exportations canadiennes et 78 % des exportations mexicaines, il s'agit surtout d'approvisionnements énergétiques et de produits industriels issus de filiales ou de sous traitants d'entreprises américaines implantées dans ces pays.

L'Aide publique : rôle majeur de la Colombie car 4 pays bénéficient de l'*Andean Counter drug Initiative*. Principal destinataire des aides destinées à mettre en œuvre ce programme = Colombie, avec 367 M \$ reçus des EUA en 2008 uniquement pour la lutte contre le narcotrafic. Cependant la part de la Colombie est en baisse.

les transferts d'argent mais qui ont déjà été vus auparavant avec les migrations.



C. Des réseaux relativement limités et des flux déséquilibrés

Les réseaux viaires et ferroviaires sont plutôt disposés ouest-est. La dimension méridienne est relativement limitée. Hormis la **transaméricaine**, il n'y a aucun réseau qui unifie l'ensemble du continent américain. (et interruption de la panaméricaine (ou Transaméricaine) par la parc national de **Darien Gap au Panama**). Les réseaux sont structurés à l'échelle sous-continentale, principalement en reliant le Pacifique et l'Atlantique.

Les réseaux énergétiques sont en pleine expansion :

Ex : Les pays d'Amérique du Sud ont récemment lancé des projets d'infrastructures pour interconnecter leurs territoires : axes routiers transcontinentaux, aménagement du bassin du Parana, possible ouverture sur l'Atlantique pour la Bolivie et la Paraguay, gazoduc du Venezuela à l'Argentine, tentative de valorisation concertée des ressources énergétiques. Une banque du Sud a d'ailleurs été créée pour le financement de ces opérations.

Les flux sont importants dans les différents ensembles régionaux, dans le cadre des organisations régionales (exemple : la valeur des échanges a été multipliée par 10 en valeur, en vingt ans dans l'ensemble formé par les pays du Mercosur). Mais ils sont très déséquilibrés ; le Brésil domine l'Amérique du Sud et la suprématie américaine est écrasante dans le cadre de l'Alena ... **les blocs régionaux ont donc favorisé les échanges commerciaux**

Transition : On remarque une intégration fonctionnelle du continent, par les flux de personnes, de marchandises et de capitaux. Néanmoins plusieurs exemples font déjà apparaître que cette intégration est souvent bien plus forte à l'échelle du sous-continent Amérique du Nord ou à l'échelle du continent Amérique du Sud qu'à l'échelle du continent américain tout entier.

II. Une intégration politique et économique inachevée

A. Le rôle des accords sous-continentaux et bilatéraux

1. Des regroupements plus ou moins intégrés.

Beaucoup sont des traités qui visent à établir une **zone de libre-échange**. Elles sont vastes mais limitées à un petit nombre de pays. (**Mercosur 5 pays, Alena 3 pays**). Quelques-uns visent davantage à une coopération politique, notamment tournée contre les EU, (ex de ALBA), mais l'intégration politique reste néanmoins embryonnaire.

L'intégration de l'Amérique repose donc sur différents accords économiques régionaux :

Le MERCOSUR et l'ALENA sont les principaux moteurs, elles visent à éliminer les barrières douanières et à faciliter les échanges transfrontaliers des biens et des services. Il y a aussi d'autres organisations :

- ✚ CAN (la communauté andine) peu intégrée
- ✚ ALBA (l'alliance bolivarienne pour les Amériques en référence à Simon Bolivar 1783-1830, était surnommé le **libertador**, il a joué un rôle majeur dans l'émancipation des colonies espagnoles, a participé à la création de la **grande Colombie** qui regroupait 4 Etats actuels et avait la volonté d'unifier l'Amérique du Sud + **la CELAC (communauté es Etats latino-américains et des Caraïbes) : crée en 2011 à l'initiative d'Hugo Chavez**, communauté des Etats latinos américains et des Caraïbes). C'est plus un forum politique et culturel
- ✚ CAFTA (Central American Free Trade Agreement (en français ALEAC) ; accord commercial qui regroupe les Etats-Unis, le Guatemala, le Salvador, le Honduras, le Nicaragua, le Costa Rica et la République dominicaine.
- ✚ CARICOM (l'association régionale de coopération économique des Caraïbes qui regroupe les états anglophones des Caraïbes, en plus du Surinam (néerlandais) et de Haïti (Francophone).
- ✚ SICA (système d'intégration centraméricain) : une organisation politique, culturelle et économique née en 1993 dont le but est de promouvoir la paix régionale, la démocratie et le développement économique (Guatemala, Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa Rica, Belize, République dominicaine et Haïti. Le Mexique, le Chili et le Brésil sont membres observateurs régionaux.
- ✚ L'UNASUR : Union des nations sud américaines (nouvelle structure apparue à la fin des années 2000 qui est plutôt un espace de dialogue au niveau régional) (Argentine, Brésil, Bolivie, Colombie, Chili, Equateur, Guyana, Paraguay, Surinam, Uruguay, Venezuela).
- ✚ ZLEA ou ALCA (alliance de libre commerce des Amériques, qui est un projet soutenu par les Etats-Unis visant à intégrer l'ensemble des pays du continent américain, sauf Cuba, soit 34 pays de tailles et de niveaux de développement différents.



2 Les organisations de l'intégration régionale en Amérique

2. Une hégémonie étasunienne encore redoutée

La domination des États-Unis sur l'Amérique du Nord est ancienne, héritée de la Doctrine Monroe et de celle du Big Stick et appuyée sur un déploiement militaire très important (base de Guantanamo, lutte contre le narcotrafic en Colombie, etc.). Ces manifestations d'une forme d'impérialisme ont conduit à ce que la volonté étasunienne de créer une ZLEA soit refusée par plusieurs États latino-américains. En outre, les victoires politiques des anticapitalistes au Venezuela (Chavez), en Bolivie (Morales), au Nicaragua, en Équateur notamment illustrent la défiance des populations vis-à-vis du libre-échange. En outre l'exemple de l'ALENA accrédite l'idée que ce type d'accord profite davantage à la puissance étasunienne qu'aux autres partenaires.

REFLEXION SUR L'ALENA

L'Amérique du Nord rassemble trois États ; il s'agit

- du Canada (10 M km², 34 M d'habitants),
- des États-Unis (9,6 M km², 312 M d'habitants),
- du Mexique (2 M km², 115 M d'habitants).

Le Mexique est situé en Amérique du Nord, mais on le place au Sud de la « limite Nord-Sud » qui sépare traditionnellement les pays développés des pays en développements. Ainsi l'Amérique du Nord rassemble deux pays développés et un pays émergent. L'intégration de l'Amérique du Nord, a franchi une étape importante en **1992** avec **la signature de l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain ; en anglais NAFTA, North American Free Trade Agreement)**. Cet accord est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1994. Comme son nom l'indique il s'agit d'un accord commercial : il stipule la libéralisation progressive des échanges entre pays membres ; ses principaux objectifs sont de faciliter les échanges de produits et de services, la circulation des capitaux (investissements), et la « concurrence loyale » entre les 3 États membres. Ce sont les États-Unis qui sont à l'initiative de cet accord : dans les années 1980-1990, le **Canada et le Mexique ont très peu de relations économiques. Les États-Unis sont le pivot de l'accord**, le Canada et le Mexique voyant dans la libéralisation des échanges avec leur grand voisin le moyen de relancer leur croissance intérieure. C'est un marché de plus de **460M d'habitants, RNB de 17000 milliards de dollars en 2010**

Projection document « **L'ALENA, un accord commercial ou un accord politique ?** » : d'après Daniel Navarro Castaño, **L'ALENA** est un accord commercial, mais aussi un accord à dimension politique, au moins pour deux raisons :

- il était censé « consolider le leadership américain par le biais de l'expansion du libre-échange au niveau continental » ;
- il devait en outre contribuer à « stabiliser la région par la consolidation de la démocratie et l'établissement d'une réelle économie de marché au Mexique ».

L'ALENA a été conçue dans une perspective différente de l'Union européenne. Contrairement à cette dernière, l'ALENA ne prévoit rien pour faciliter la circulation des personnes ni pour corriger les inégalités de développement ou les déséquilibres régionaux entre les trois partenaires. Il s'agit d'un accord **d'inspiration libérale** : le libre jeu des forces du marché doit être garanti.

Quel est le bilan de l'ALENA ?

- ⇒ Les échanges et les investissements ont fortement progressé, surtout jusqu'en 2001. Les flux commerciaux entre les partenaires ont plus que triplé (en valeur nominale) entre 1993 et 2011, passant de 297 à 1000 milliards de \$. Les exportations mexicaines aux EU sont passées de 30Mds en 1990 à 230 Mds en 2010, c'est-à-dire par plus de 7 en 20 ans.
- ⇒ Aux États-Unis, de nombreux États ont profité de la progression des exportations américaines vers le Canada et le Mexique, particulièrement la Californie, le Texas et l'Arizona. Au Mexique, les entreprises exportatrices, autrefois concentrée le long de la frontière avec les États-Unis et dans les principales villes du centre du pays, sont aujourd'hui réparties dans la plupart des États. De même, alors que l'essentiel des exportations canadiennes en direction des États-Unis provenait traditionnellement des provinces frontalières, toutes les provinces canadiennes exportent aujourd'hui vers leur voisin.
- ⇒ Les économies des trois États sont **plus intégrées** aujourd'hui qu'avant la mise en œuvre de l'ALENA. L'essor des échanges intra-régionaux s'est accompagné d'une **forte progression des investissements**, notamment dans l'industrie manufacturière (automobile, micro-informatique, chimie, pharmacie), mais aussi dans l'agriculture et dans les services. C'est principalement le Mexique qui a bénéficié de l'essor des investissements (**IDE**) au sein de l'ALENA. Cette croissance des investissements au Mexique est due à ses deux partenaires : des géants comme General Motors, Ford, Boeing, Citigroup (banque, finance, assurance), Walmart (grande distribution), y sont très fortement implantés, tout comme les firmes canadiennes Bombardier (construction dans les domaines aéronautique et ferroviaire), Gold Corp (exploitation de mines) ou Magna (équipement automobile).

*Exemple de **Walmart**, enseigne états-unienne et leader mondial de la grande distribution. En 1997, Walmart absorbe l'enseigne Aurrera, premier groupe de grande distribution au Mexique. Walmart tire profit de l'augmentation du pouvoir d'achat d'une population mexicaine en pleine croissance. En s'associant au groupe Aurrera, il conquiert les*

villes moyennes sur l'ensemble du territoire mexicain. Mettant en pratique son slogan « Always low prices », Walmart a ciblé les classes populaires alors que les enseignes mexicaines n'avaient ciblé que la clientèle la plus aisée. Tout comme aux États-Unis, Walmart est le premier employeur au Mexique (260 000 employés). Cependant de nombreuses critiques s'élèvent contre les pratiques commerciales du groupe qui a acquis une position dominante auprès des consommateurs et fournisseurs, au détriment des PME mexicaines.

A qui profite en réalité l'ALENA ? L'ALENA : une alliance déséquilibrée.

Si les échanges entre le Mexique et le Canada ont augmenté depuis l'entrée en vigueur de l'accord, l'intégration nord-américaine est surtout **bilatérale** : elle se fait surtout entre États-Unis et Mexique d'une part, et entre États-Unis et Canada d'autre part. Les États-Unis restent le pivot de cet accord. Ex. : le Mexique dépend des États-Unis qui représentent 80% de ses exportations, alors que le Canada n'en représente que 3,6 %.

L'ALENA n'a rempli qu'une partie de ses objectifs. Les chiffres traduisent une forte dépendance du Canada et du Mexique par rapport aux EU. Les exportations canadiennes vers les EU constituent 72% de l'ensemble des exportations. A l'inverse les exportations étasuniennes vers le Canada = moins de 20% de ses exportations. (pour le Mexique 80% / 10%). Le Canada tente de diversifier ses partenaires commerciaux mais avec difficulté. De plus, peu de liens relatifs entre le Canada et le Mexique : les importations mexicaines provenant du Canada = 2,4% des importations mexicaines par exemple.

L'ALENA est donc caractérisée par une importante **asymétrie des échanges commerciaux**, qui témoigne de la domination des États-Unis sur ses deux voisins :

- **Exportations** : le Canada et le Mexique réalisent chacun au moins les 3/4 de leurs exportations vers les États-Unis ; les États-Unis, en revanche, réalisent à peine 1/3 de leurs exportations vers leurs deux partenaires réunis ;
- **Importations** : le Canada et le Mexique réalisent chacun la moitié de leurs importations depuis les États-Unis ; les États-Unis, eux, ne réalisent que le 1/4 de leurs importations depuis leurs deux partenaires réunis.

⇒ **Les États-Unis sont ainsi le centre de gravité des échanges intrazone.**

De plus, le bilan économique de l'ALENA ne doit pas faire oublier un **bilan social mitigé**. Les écarts de salaires par habitant restent élevés. Exemple de l'impact de l'ALENA sur la paysannerie mexicaine. Ainsi dans l'article « Le point de vue des paysans mexicains sur le bilan de l'ALENA » (*extrait d'un article du Monde diplomatique, Anne Vigna, 2008*) : la journaliste indique que « L'ALENA a eu des effets dévastateurs sur l'agriculture du Mexique. Les productions américaines (subventionnées) ont inondé ce pays et ruiné des millions de petits paysans ».

⇒ En effet l'agriculture mexicaine a souffert de la concurrence états-unienne. Le renforcement des échanges commerciaux de produits agricoles au sein de l'Amérique du Nord s'est accompagné d'une **spécialisation des espaces agricoles**. Au Mexique, la modernisation de l'agriculture a privilégié les cultures commerciales pour l'exportation au détriment de la sécurité alimentaire nationale. Les investissements se sont concentrés sur les terres agricoles les plus rentables, situées dans les régions les plus accessibles. Le secteur agricole mexicain s'est spécialisé dans la culture des produits d'exportation les plus rentables, en fonction de **la demande internationale et non en fonction de la demande intérieure**. Les **cultures spéculatives** de fruits et légumes (raisins, mangues, ananas) se sont développées aux dépens des produits alimentaires de base, comme le maïs, le blé et le riz (**cultures vivrières**). D'où le paradoxe suivant : **le Mexique est un pays exportateur de produits agroalimentaires mais n'est pas autosuffisant pour la production des produits de base**. Il doit importer des États-Unis les céréales de base pour répondre à la demande intérieure. À l'écart de la modernisation, les régions de montagnes les plus reculées sont touchées par la pauvreté. Les **inégalités interrégionales** se sont creusées avec la libéralisation des échanges :

L'Amérique du Sud est également animée par des flux migratoires, des migrations Sud-Sud en direction des pays les plus développés. Il s'agit notamment de **migrations saisonnières** (= aller et retour chaque année), temporaires (= une ou plusieurs années avant le retour au pays), plus rarement définitives. De plus, les entraves à la libre circulation des personnes sont nombreuses sur la frontière EU/Mexique (voir le mur).

3. L'intégration par des projets de différentes natures

L'intégration sud-américaine se manifeste par plusieurs points, par exemple la mise en œuvre de projets transfrontaliers, notamment des infrastructures communes à des pays limitrophes.

Exemples :

- **le barrage d'Itaipu**, situé à la frontière entre Brésil et Paraguay sur le fleuve Paraná, et construit au terme d'un accord entre les deux États entre 1975 et 1991. Ce barrage alimente une centrale hydroélectrique binationale qui est la première du monde ; elle fournit 90% de l'électricité consommée au Paraguay et 20% de celle consommée au Brésil.

- **le pont sur le fleuve Oyapock**, entre le Brésil et la Guyane française. Sa construction a été achevée en 2011, sa mise en service est prévue en 2013. Paradoxe : le pont est censé relier les deux rives, mais de fait il est devenu un point de contrôle très important de la frontière côté français, et côté brésilien la voie d'accès n'est pas achevée, seule une piste traversant la forêt y conduit.

Il faut savoir que la frontière entre le Brésil et la Guyane française, mais aussi entre celle-ci et le Surinam, est une **interface très active pour la migration illégale** ; elle est très difficile à contrôler en raison de la présence de deux longs fleuves frontaliers, le Maroni et l'Oyapock, et de la forêt amazonienne. Les pirogues des passeurs vont régulièrement d'un bord à l'autre. Chaque année depuis 2006, 8000 à 9000 étrangers sont éloignés, essentiellement des Brésiliens et des Surinamiens, parfois des Haïtiens. Une même personne peut être reconduite vers le Brésil ou le Surinam jusqu'à 4 ou 5 fois au cours d'une même année.

La frontière entre le Mexique et les États-Unis, bien que très contrôlée et sous tension est aussi une interface active sur laquelle des villes jumelles (**twinn cities**) ont émergé et jouent de la complémentarité des espaces et des populations, c'est aussi le cas entre le Brésil et le Paraguay.

L'intégration sud-américaine a aussi une dimension culturelle, dans un continent majoritairement hispanophone, à l'exception du Brésil, lusophone ; il faut ajouter à ces deux langues européennes les langues amérindiennes. Rappel exemple du « **portunhol** » ou « **portugnol** », langage hybride issu métissage entre le portugais et l'espagnol ; elle « a vue le jour dans la région baptisée " de la triple frontière " (Argentine, Brésil, Paraguay) ». De même que l'on parle **spanglish** dans communauté hispanique aux EUA, on parle **portunhol** en Argentine et au Brésil. Des manifestations culturelles célèbrent cette langue, mais elle suscite aussi des réactions hostiles, notamment au Brésil, géant lusophone marqué par un relatif « isolement » dans un environnement linguistique complètement hispanophone.

Enfin l'intégration sud-américaine se traduit par des accords économiques et politiques entre États (voir plus haut).

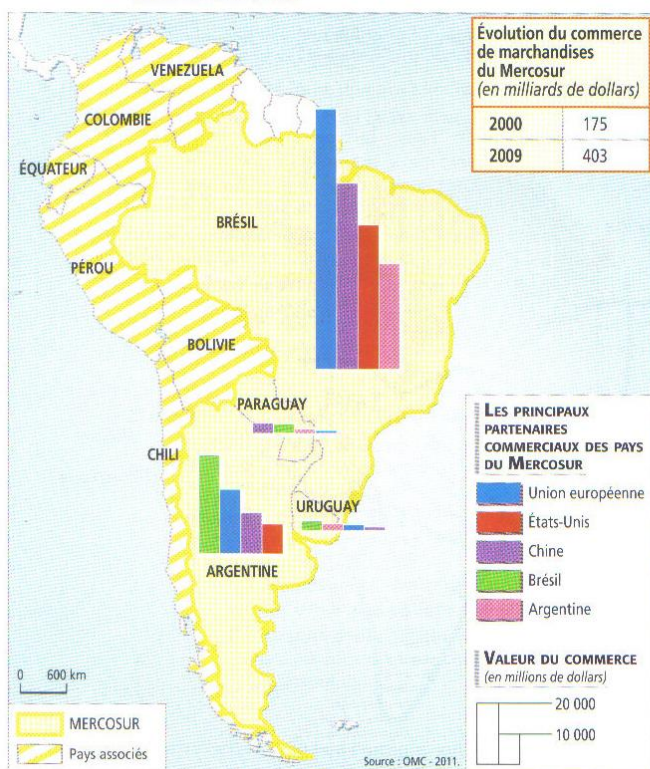
Un exemple de sujet :

BAC 17

ÉTUDE CRITIQUE DE DOCUMENTS

Sujet ► **Quel rôle le Mercosur joue-t-il dans l'intégration de l'Amérique du Sud ?**
Analysez les documents et montrez que le Mercosur est une zone d'intégrations et de tensions. Quel regard critique peut-on porter sur les documents ?

Document 1 - Principaux partenaires commerciaux des pays du Mercosur (2010)



Document 2 - Le Mercosur, vu du Brésil

Le Mercosur, lancé en 1991 et qui associait au Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay, ne suscite plus de grands espoirs.

On avait pensé que la conjoncture politique qui a mis aux commandes, dans trois des quatre pays, des présidents aux orientations politiques proches faciliterait de nouvelles avancées, mais il n'en a rien été.

Avec l'Argentine, le partenaire principal du Brésil, les fluctuations de change qui ont pénalisé tour à tour les agricultures et les industries des deux pays ont créé des tensions fortes.

Avec le Venezuela¹, officiellement rentré dans le Mercosur le 5 juillet 2006, les relations des différents pays sont plus qu'ambiguës.

Bon nombre de Brésiliens avaient le sentiment que le Président Chavez avait pris l'ascendant sur le Président brésilien Lula dans la lutte pour le leadership continental, ralliant à sa cause la Bolivie d'Evo Morales et l'Équateur de Rafael Correa.

Du côté des relations avec les États-Unis, le projet de l'ALCA, un vaste espace de libre-échange de l'Alaska à la Terre de Feu, a été enterré ; les États-Unis ont d'autres soucis et jouent plutôt les politiques bilatérales avec chacun des pays, dans un contexte de baisse du dollar.

H. Théry, « Le Brésil, du complexe du vira-lata à la puissance émergente », *Historiens & Géographes*, n° 416, 2011.

1. Début 2012, le Sénat paraguayen n'a pas ratifié l'adhésion du Venezuela.

Le Mercosur est un marché qui a été créé comme une forme de résistance face à la domination économique des EU. Aujourd'hui il est aussi le théâtre de rivalités entre puissances.

Le doc 1 montre que **l'intégration commerciale du Mercosur est inachevée et asymétrique**. Les petits Etats sont dominés, l'Argentine a pour partenaire commercial principal de Brésil, ouvert lui même sur le reste du monde, le Venezuela est membre associé ...

Le doc 2 : point de vue brésilien : tensions internes entre Etats et lutte pour le leadership continental, notamment avec le Venezuela. Les EU renonçant progressivement à **la ZLEA** cherchent des appuis en Amérique Latine.

Regard critique : le doc 1 ne donne pas une vision complète du commerce interne, ni de tous les aspects de **l'intégration** : amélioration des infrastructures de transport, valorisation concertée des ressources énergétiques ...

Le Mercosur est composé de pays diversifiés, et c'est le Brésil qui en tire surtout profit, comme en témoignent les nombreuses firmes brésiliennes installées en Argentine. Cependant le **Mercosur** est un facteur de consolidation de la démocratie.

B. Les obstacles à l'intégration en Amérique du Sud et des populations encore marginalisées

1. Il existe des obstacles géographiques naturels à l'intégration de l'Amérique du Sud

- **la forêt amazonienne**, forêt équatoriale ombrophile qui s'étend sur le bassin versant de l'Amazone ; malgré l'avancée rapide des défrichements, elle constitue espace encore peu maîtrisé, aux faibles densités de peuplement. La forêt amazonienne est ainsi, au milieu du sous-continent, un immense espace faiblement aménagé et difficile à contrôler. Il s'agit d'ailleurs d'une forêt étendue sur plusieurs pays, donc transfrontalière, et les frontières qui y passent sont difficilement maîtrisables.
- **la Cordillère des Andes**, chaîne montagneuse qui s'allonge du Nord au Sud du continent, et qui constitue un obstacle naturel et une difficulté importante pour l'aménagement entre les pays andins et leurs voisins.

L'intégration du sous-continent est également ralentie par des **divergences d'intérêt et des tensions** entre les pays sud-américains. Malgré le virage à gauche commun depuis les années 2000 à de nombreux gouvernements d'Amérique du Sud, il subsiste des malentendus entre le Brésil, qui possède des aspirations au **leadership régional**, et l'Argentine, qui souhaite devenir un véritable acteur du jeu politique dans la région. Persistent également des tensions avec les deux petits pays, le Paraguay et l'Uruguay, qui se sentent tenus à l'écart des décisions prises par les grands. En outre, **des tensions frontalières** ont opposé voire opposent encore des pays d'Amérique latine comme le conflit frontalier entre Chili et Bolivie, en raison de la perte de l'accès à la mer par la Bolivie au profit du Chili à la fin du XIXe siècle lors de la guerre du Pacifique.

Conclusion de cette sous-partie : Des processus d'intégration fonctionnelle, économique, politique sont à l'œuvre en Amérique, à l'échelle continentale, mais aussi et surtout à l'échelle sous-continentale. Néanmoins ces processus rencontrent des difficultés et des oppositions. Ailleurs les autres associations régionales sont trop nombreuses pour être efficaces.

2. L'échec d'un regroupement continental

Le rêve d'unité : depuis la **déclaration Monroe** de 1823 les EU ont cherché de différentes façons à resserrer leur contrôle géopolitique sur l'ensemble du continent, tout particulièrement pendant la Guerre Froide. L'alliance militaire de l'ensemble du continent en 1947 précède de peu une organisation politique : **l'OEA (organisation des Etats américains)**. Son siège est à Washington. Cuba en a été exclue en 1961. Cette même année a été créée **l'Alliance pour le progrès**, destinée à apporter de l'aide aux partenaires latino-américains et à s'assurer leur fidélité.

Aujourd'hui l'intégration à l'échelle continentale n'existe guère. L'**OEA** (organisation des Etats américains), qui regroupent 35 Etats, n'est qu'un forum de discussion.

De plus la **ZLEA** (Zone de libre-échange des Amériques / ou ALCA en anglais) lancée par les EU en 1994 reste lettre morte. **Gel du projet par Obama en 2009** + Elle rencontre l'hostilité de plusieurs pays dont le Brésil qui craint un renforcement de la puissance étasunienne au détriment de sa propre puissance.

Si le grand dessein panaméricain des EU semble révolu, ils ne renoncent pas cependant à faire régner l'ordre sur le continent.

III. Des tensions relativement limitées mais qui freinent l'intégration régionale

A. Des tensions frontalières et des ressources, enjeux de conflit

Les conflits ouverts sont rares sur le territoire américain le dernier a eu lieu entre le Pérou et l'Equateur en 1995.

1. Sur les frontières terrestres :

Certains conflits ont laissé des traces : exemple de la **guerre du Pacifique** de 1879 à 1883 qui a permis au Chili de s'étendre au dépens de la Bolivie et du Pérou (les Boliviens continuent d'ailleurs d'avoir une flotte militaire sur le lac Titicaca), exemple aussi de la **guerre du Chaco** où le Paraguay a gagné une partie de la Bolivie.

Depuis le **11 septembre 2001** tensions sur la frontière américano-canadienne : Le Canada est considéré comme un repère pour les terroristes, qui doit donc participer à une sécurisation rigoureuse de la frontière.

Les différends frontaliers entre le Pérou et l'Equateur (conflit en 1995) ainsi qu'entre l'Argentine et le Chili n'ont été résolus que récemment. En 2008 une incursion colombienne en Equateur lors d'une offensive contre les FARC a entraîné la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays.

PASSER LA FRONTIÈRE MEXIQUE/ÉTATS-UNIS

Savez-vous ce que signifie échapper au monde de ses ancêtres? Je l'ai fait. D'abord à Oaxaca¹, grâce à la qualité de mes peintures sur papier de figuier. Ensuite, grâce aux *gringos* qui admirent mon travail, dans une école d'artisanat mexicain de San Diego, en Californie, juste à la frontière entre le Mexique et les États-Unis. [...]

Et à présent, loin de mon village, je suis un vagabond des frontières. Les sans-papiers, ces "dos mouillés" de Californie arrivent secs parce qu'il n'y a pas de rivière entre

San Diego et Tijuana. Il y a des barbelés. Il y a la police des frontières. Il y a des tunnels remplis de rats. Il y a les bennes à ordures où l'on se cache pour entrer en fraude. Il y a des fourgons abandonnés dans le désert, cadencés et remplis de travailleurs asphyxiés qui avaient payé cent ou deux cents dollars pour passer la frontière entassés comme des bêtes. Il y a de l'injustice, madame. Et on n'y échappe pas, même si on a réussi à passer en Californie... [...]

– Voyez les progrès que nous avons faits, José Nicasio. Avant, nous mettions des

affiches à l'entrée des restaurants NO DOGS OR MEXICANS ALLOWED. Avant, nous vous appelions les *greasers*, les grasseux, les immondes, les intouchables.

– Et maintenant, vous ne pouvez plus vivre sans notre travail, répondais-je, du coup j'étais mal avec tout le monde, avec les *gringos*, avec les "dos mouillés", et aussi avec moi-même.

Carlos Fuentes, Le bonheur des familles, traduit de l'espagnol (Mexique) par Céline Zins et Aline Schulman, Paris, Gallimard, 2006 (2009 pour la traduction française).

1. Capitale de l'État mexicain du même nom.

*La question du contrôle de la frontière entre États-Unis et Mexique est un facteur majeur de tensions entre les deux pays. Pourquoi? Parce que le narcotrafic et la criminalité y sont très fortes => C'est un des **phénomènes transfrontaliers** qui génèrent des tensions entre les États qui en subissent des conséquences différentes. La drogue, les armes, les modèles d'organisations criminelles circulent de part et d'autre d'une frontière pourtant de plus en plus contrôlée, suscitant des tensions entre les pays voisins, mais aussi une coopération pour le moment peu efficace. Les États-Unis et le Mexique ont en effet passé des accords de coopération portant sur des échanges de renseignement, la livraison de matériel militaire et l'entraînement des forces spéciales chargées de démanteler les réseaux de trafiquants. Au total, entre 2006 et 2012, la guerre menée contre les narcotrafiquants aurait fait près de 60 000 morts. Les groupes armés répondent par des assassinats, des prises d'otage, et des massacres destinés à frapper l'opinion publique. Les Mexicains sont ainsi, eux aussi, victimes du narcotrafic. Certains soulignent la responsabilité des États-Unis dans ce qui se passe au Mexique et dans les espaces transfrontaliers. Si la drogue va du Sud au Nord, les armes qui équipent les cartels font le trajet inverse : c'est aux États-Unis que les narcotrafiquants s'approvisionnent, profitant des lois locales qui autorisent la vente libre des armes de poing et des fusils d'assaut.*

- 2. Tensions sur les ZEE : Exemple entre les EU et le Canada** au niveau de la frontière maritime séparant l'Alaska et le Canada : point de divergence concernant le passage du Nord-ouest, qui relie l'Atlantique au Pacifique et la possibilité de contrôler les ressources pétrolières. Ce passage qui n'est praticable que durant le bref été arctique mais qui va devenir de plus en plus intéressant avec le réchauffement climatique (parallèle à faire avec le chapitre sur la Russie). Il pourrait représenter dans les années à venir une voie maritime plus courte entre l'Europe et l'Asie du Nord. Presque 2000 km de moins pour faire Rotterdam – Tokyo. Les EU estiment que ce passage doit être considéré comme un détroit international, où les navires pourraient circuler sans restriction. Le Canada considère qu'il s'agit d'eaux intérieures, où il a la souveraineté pleine et entière.
- 3. Tensions aussi sur les ZEE dans le bassin des Caraïbes** : notamment entre la Colombie et le Venezuela mais aussi entre plusieurs États d'Amérique centrale.
- 4. La Bolivie réclame au Chili un accès à la mer** tout en étant confrontée aux revendications autonomistes de la province gazière de Santa Cruz

Ces différentes tensions ont longtemps entravé l'intégration régionale.

Les ressources et énergies sont parfois facteur de tensions au niveau des territoires frontaliers : l'Argentine continue de faire valoir ses droits sur les **îles Malouines**, qui sont sous souveraineté britannique, et où les eaux sont très poissonneuses. Le Chili est confronté aux revendications autonomistes de la province de Santa Cruz. Problème pour le pétrole entre Surinam et Guyana.

B. Des luttes d'influence et des inégalités sociales qui génèrent des violences

- * **Les EU n'arrivent guère à imposer leur hégémonie.** Cuba et le Venezuela sont hostiles au modèle économique et social étasunien, de même, peut être dans une moindre mesure de la Bolivie. L'histoire a alimenté de manière générale un **sentiment anti-yankee** assez fort en Amérique latine. Cuba a été soutenu par l'URSS de 1961 à 1989. La présence militaire en Amérique est importante (ex de Guantanamo).
- * Le Brésil cherche à affirmer son influence sur l'Amérique latine : **L'affirmation de la souveraineté des pays latino-américains doit être considérée dans une perspective historique** : elle témoigne d'une volonté de reconquête qui se nourrit de la mémoire de plus d'un siècle et demi de « doctrine Monroe », du soutien des États-Unis aux dictatures militaires, des interventions de la CIA dans les pays latino-américains pendant la Guerre froide.
- * **Certaines tendances autonomistes** sont aussi liées au trafic de drogue : difficultés de contrôle de certaines parties du territoire : exemple de l'orient bolivien. Le cas des **FARC** en Colombie. Les revendications des peuples autochtones peuvent aussi générer des tensions. (indiens dans la forêt amazonienne).
- * **Certains groupes sociaux demeurent en marge de l'intégration** et certains groupes indigènes sont particulièrement marginalisés même lorsque, comme au Guatemala par exemple, ils sont majoritaires. Souvent cette question de l'indianité se superpose à celle de l'accès à la propriété de la terre et des tensions avec les grands propriétaires (exemples de latifundios et des sans terre brésiliens).
- * **Des tensions internes très fortes** entraînent une violence importante, dans les pays où les inégalités sociales sont fortes et les activités criminelles importantes. Le Salvador, le Honduras et le Venezuela connaissent les plus forts taux d'homicide au monde. Cette criminalité est souvent liée au narcotraffic. Le Rôle des **maras** en Amérique centrale en est un exemple très significatif. Ce sont des gangs réputés pour être les plus dangereux au monde <http://www.france24.com/fr/20110607-salvador-maras-gangs-traffic-drogues-mexique-cartel-france24-laurence-cuvillier/>
Exemple des gangs du Brésil et des **favelas** (voir le film, La cité de Dieu). Les violences se concentrent surtout dans les bidonvilles / ghettos pour les EU et les prisons
- **Le Contrôle aussi très strict des flux de personnes** au niveau de la frontière américano-mexicaine est une expression des inégalités Nord/Sud. La Construction d'un mur dur dit « de l'humiliation » sur un 1/3 des 3000 km de frontière a été votée par le Congrès des Etats-Unis en 2006 (+ 6000 gardes nationaux), mais environ 400 000 Mexicains et 100 000 ressortissants centraméricains tentent chaque année l'aventure